

1641 11/11  
64215 EURCOM UM  
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - COL64 - S.G.COLMANT  
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON  
REF: 22:43'11-11-83 000050611 - 000052575

432

H.D.	
D.H.D.	
INFO.	
TRADE	
AGRI.	To
LEGAL	
FIN & DEV.	cell
SO. G. ENR.	
STP. AG.	
ADM.	

DUPLICATA POSSIBLE

TELEX NR 200015-S.G. BER 11/51

TELEX HEBDOMADAIRE NR 146 DU 11.11.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

## 1. INTRODUCTION

### 1.1. 'CONSEIL SPECIAL D ATHENES'

AU DEBUT DE CETTE SEMAINE, LA COMMISSION A CONSACRE UNE LARGE PART DE SES TRAVAUX A L'IMPORTANTE SESSION DU CONSEIL SPECIAL QUI SE TIENDRA A ATHENES JUSQUE SAMEDI.

SUR LE BUDGET ET LE FINANCEMENT FUTUR, LA COMMISSION A ADOPTE UNE NOUVELLE COMMUNICATION SUR LA 'CORRECTION DES DESEQUILIBRES BUDGETAIRES' QUI S'AJOUTE A SES PRECEDENTES PROPOSITIONS (CORRECTION DES RECETTES PAR MODULATION DE LA TVA). LA COMMISSION PROPOSE D'AJOUTER UN MECANISME TRANSITOIRE MAIS DURABLE DE CORRECTION DES DESEQUILIBRES DE LA REPARTITION DES DEPENSES PROPRES A PERMETTRE :

- UNE CORRECTION SATISFAISANTE POUR LES DESEQUILIBRES STRUCTURELS LES PLUS FLAGRANTS (EX. ROYAUME-UNI)
- UNE GARANTIE POUR D AUTRES QUI ATTEINDRAIENT UNE AMPLIEUR EXCESSIVE (EX. REPUBLIQUE FEDERALE).

SUR LES FONDS STRUCTURELS, LA COMMISSION AVAIT ADOPTE LA SEMAINE DERNIERE UNE NOUVELLE VERSION DE LA PROPOSITION DE REFORME DU FONDS REGIONAL QUI PREVOIT DE NOUVELLES SOLUTIONS POUR LES SOLUTIONS POUR LES POINTS SUR LESQUELS LE CONSEIL N AVAIT PU PARVENIR A UN ACCORD. CELLES-CI CONSISTENT NOTAMMENT A ABOLIR LA DISTINCTION ENTRE LA SECTION SOUS QUOTA ET LA SECTION HORS QUOTA, A REMPLACER LES QUOTAS NATIONAUX PAR DES FOURCHETTES INDICATIVES POUR LA PART DE CHAQUE MEMBRE DANS LE CONCOURS TOTAL DU FEDER ET A ETABLIR UN LIEN PLUS EFFICACE ENTRE LES PROGRAMMES FINANCES PAR LA COMMUNAUTE ET LES OBJECTIFS DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES.

A L HEURE DE BOUCLER CE TELEX, VENDREDI A MIDI, LES TRAVAUX DU CONSEIL SPECIAL SE POURSUIVENT ACTIVEMENT A ATHENES SUR LES QUATRE GRANDS DOSSIERS : BUDGET, ACTIONS NOUVELLES, AGRICULTURE ET FONDS STRUCTURELS, SANS QU IL SOIT ENCORE POSSIBLE D'EN DEGAGER DES INDICATIONS GENERALES.

NOUS FERONS LA SEMAINE PROCHAINE LA SYNTHESE DES RESULTATS DE CETTE SESSION. LE PROCHAIN RENDEZ-VOUS EST CELUI DU CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' DU 28 NOVEMBRE, AUXQUELS PARTICIPERONT MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ET MINISTRES DES FINANCES, MAIS QUI NE PORTE PAS, OU PAS ENCORE, L APPELLATION DE 'CONSEIL SPECIAL'.

## 1.2. PREPARATION DU CONSEIL 'DEVELOPPEMENT' (NOVEMBRE)

---

LE CONSEIL DEVRAIT TRAITER NOTAMMENT DE :

- PROGRES REALISES DANS LA MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES ALIMENTAIRES, EN RELATION AVEC L'EXECUTION DU PROGRAMME SPECIAL DE LUTTE CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE.
- LA POLITIQUE DE L'AIDE ALIMENTAIRE : PROJET DE RESOLUTION BASE SUR LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION 'POUR UNE AIDE ALIMENTAIRE AU SERVICE DEVELOPPEMENT'
- ORIENTATIONS POUR 1984 DE L'AIDE AUX PVD NON ASSOCIES
- LA PROMOTION COMMERCIALE

AINSI QUE DIVERS POINTS DONT LA COORDINATION DES AIDES NATIONALES ET COMMUNAUTAIRES, LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE, LE NOUVEAU PROGRAMME SUBSTANTIEL POUR LES PMA ET LES ACTIONS THEMATIQUES (SUR LES PROBLEMES ALIMENTAIRES, ON RETIENDRA EGALEMENT LE DISCOURS PRONONCE PAR M. PISANI LE 8 NOVEMBRE DEVANT LA FAO A ROME). LORS DE LEUR DEJEUNER, LES MINISTRES DEVRAIENT EGALEMENT DISCUTER DU DIALOGUE NORD/SUD, DES ASPECTS 'DEVELOPPEMENT' DES RELATIONS ACP-CEE ET DES CAPACITES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES PVD.

## 1.3. AUTRES CONSEILS SPECIALISES

---

LE CONSEIL 'AGRICULTURE' DES 14/15 NOVEMBRE DEVRAIT TRAITER - AU TITRE DES RELATIONS EXTERIEURES - DES PRIX DE SEUIL DE L'HUILE D'OLIVE, DES IMPORTATIONS DE BEURRE NEO-ZELANDAIS ET DU CONTINGENT VIANDE BOVINE CONGEELE. LA TENUE D'UN CONSEIL 'ECO/FIN' LE LUNDI 14 DEPEND DES RESULTATS DU CONSEIL SPECIAL EN COURS.

## 2. AFFAIRES INTERIEURES

---

### 2.1. CONSEIL 'ENERGIE' (4 NOVEMBRE)

---

#### A) COMBUSTIBLES SOLIDES

LES DIX ONT PROGRESSE SENSIBLEMENT DANS CE DOSSIER. IL A ETE RECONNU QUE LES COMBUSTIBLES SOLIDES SONT UN ELEMENT ESSENTIEL DE LA STRATEGIE ENERGETIQUE DE LA COMMUNAUTE, NOTAMMENT EN VUE DE REDUIRE SA DEPENDANCE A L'EGARD DES HYDROCARBURES IMPORTES. UNE ANALYSE SERA MENEES QUANT AUX 'BESOINS' DU MARCHÉ EUROPEEN,

PAR RAPPORT AUX AUTRES SOURCES D'ENERGIE (JUSQU'A PRESENT L'ACCENT ETAIT SYSTEMATIQUEMENT MIS SUR LA PRODUCTION).

SUR BASE DE CETTE ANALYSE, LES MESURES APPROPRIEES SERONT RECHERCHEES POUR FAVORISER LA CONSOMMATION DES COMBUSTIBLES SOLIDES SANS OUBLIER LES PROBLEMES LIES A L'ENVIRONNEMENT NI LA NECESSAIRE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE POUR RESOUDRE LES PROBLEMES SOCIAUX. LE CONSEIL POURSUIVRA SES TRAVAUX LORS DE SA SESSION DE DECEMBRE.

SUR LE PROBLEME PARTICULIER DES CHARBONS A COKE ET COKES DESTINES A LA SIDERURGIE, UN LARGE ACCORD POLITIQUE A SEMBLE APPARAITRE SUR LE SCHEMA DE PROROGATION PROPOSE PAR LA COMMISSION QUI COMPORTERAIT UNE ENVELOPPE FINANCIERE DE 36 MIO ECUS POUR TROIS ANS AVEC UN VOLUME MAXIMUM DE 10 MIO DE TONNES

B) PROJETS DE DEMONSTRATION  
PROGRES SUR LE CO-FINANCEMENT DE CES PROJETS DESTINES A ECONOMISER L'ENERGIE (BATIMENT, INDUSTRIE, AGRICULTURE ET TRANSPORTS) ET A DEVELOPPER D'AUTRES SOURCES ALTERNATIVES (LIQUEFACTION ET GAZEIFICATION DU CHARBON, DECHETS, ENERGIE GEOTHERMIQUE, SOLAIRE ET EOLIENNE). LE SOUTIEN FINANCIER DE LA COMMUNAUTE POURRAIT ATTEINDRE 49 O/D DU COUT GLOBAL (LE CONSEIL EST CONVENU DE PRENDRE CETTE QUESTION A SA SESSION DE DECEMBRE EN VUE DE PRENDRE UNE DECISION).

C) HYDROCARBURES

LES DIX SE SONT MIS D'ACCORD SUR UN SOUTIEN FINANCIER COMMUNAUTAIRE EN 1983 DE PRES DE 30 MIO ECUS POUR 38 PROJETS QUI CONCERNENT ESSENTIELLEMENT DES TECHNIQUES NOUVELLES LIEES A L'EXPLORATION ET A L'EXTRACTION DE PETROLE OFF-SHORE.

2.2. CONSEIL 'INDUSTRIE' (4 NOVEMBRE)

A L'INVITATION DU 'CONSEIL SPECIAL', LE CONSEIL A EU UN ECHANGE DE VUES APPROFONDI SUR LES ASPECTS INDUSTRIELS DES COMMUNICATIONS DE LA COMMISSION SUR LES TELECOMMUNICATIONS ET LA BIOTECHNOLOGIE.

A) TELECOMMUNICATIONS

LES DEBATS ONT PORTE NOTAMMENT SUR L'OUVERTURE DES MARCHES PUBLICS, LES PROBLEMES DE COMPATIBILITE ET DE NORMALISATION ET LA COOPERATION AU NIVEAU DE L'INDUSTRIE EUROPEENNE. LA COMMISSION A ETE INVITEE A REUNIR DE PROCHES COLLABORATEURS DES MINISTRES (EN CONTACT AVEC LES MILIEUX INDUSTRIELS ET LES ADMINISTRATIONS NATIONALES) EN VUE DE PRESENTER, AVANT LA FIN DECEMBRE, LES ELEMENTS D'UN PROGRAMME D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE CE SECTEUR.

B) BIOTECHNOLOGIE

POUR CE SECTEUR, DONT TOUS LES MINISTRES ONT RECONNU LE CARACTERE D'INNOVATION PAR EXCELLENCE OFFRANT DES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT IMPORTANTES, LE DEBAT A PORTE SUR L'ACCES AUX MATIERES PREMIERES, LA DETERMINATION DES NORMES ET STANDARDS, LA FORMATION DES CHERCHEURS ET DES TECHNICIENS FUTURS, LA PROPRIETE INTELLECTUELLE ET LA DIFFUSION DES CONNAISSANCES AINSI QUE LE ROLE IMPORTANT QUE PEUVENT JOUER LES PME, (LES ASPECTS 'RECHERCHE' DEVAIENT ETRE EVOQUES LE LENDEMAIN DANS L'AUTRE CONSEIL SPECIALISE).

LE CONSEIL A EU EGALEMENT DES ECHANGES DE VUES SUR LES NOUVELLES POLITIQUES INDUSTRIELLES ET LA CONVERGENCE DES ECONOMIES DES ETATS MEMBRES AINSI QUE LES MOYENS DE FAVORISER LA COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES. SUR CE DERNIER POINT LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD POLITIQUE POUR AMELIORER LE CLIMAT.

2.3. CONSEIL 'RECHERCHE' (5 NOVEMBRE)

LA SESSION A ETE MARQUEE PAR LA QUASI-ADOPTION DU NOUVEAU PROGRAMME R ET D 'ESPRIT'.

DEUX PROBLEMES RESTENT A RESOUDRE :

- ENVELOPPE FINANCIERE : LE MONTANT DOIT ETRE ARRETE PAR LE CONSEIL EUROPEEN D'ATHENES (UN CONSENSUS EXISTE DEJA POUR 700 MIO ECUS EN 5 ANS ET LA COMMISSION EST PRETE A PRENDRE L'ENGAGEMENT, DANS LE CADRE DES DISCUSSIONS DU CONSEIL EUROPEEN D'ATHENES ET

EN CAS DE DIFFICULTÉ A L'INTERIEUR DU '1 D/O' 'AMENAGER D'AUTRES DEPENSES NON OBLIGATOIRES POUR ASSURER LA REALISATION DE CE PROJET PRIORITAIRE)  
- RESERVE ALLEMANDE SUR LA PROCEDURE DE VOTE.

LA PRESIDENCE SERA EGALEMENT EN MESURE D'APPORTER AU CONSEIL SPECIAL LES VUES DU CONSEIL SUR LES ASPECTS 'RECHERCHE' DES QUESTIONS : TELECOMMUNICATIONS, BIOTECHNOLOGIE, EVALUATION FINANCIERE DU PROGRAMME-CADRE. (SUR CE DERNIER POINT LA FORMULE SUIVANTE A ETE ACCEPTEE : 'LE CONSEIL EUROPEEN EST DETERMINE A DEVELOPPER UNE STRATEGIE COMMUNAUTAIRE EN MATIERE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE EN FONCTION DES OBJECTIFS ET DES CRITERES DU PROGRAMME-CADRE 1984-87 ET DEVRAIT DECIDER LE DOUBLEMENT DES CREDITS SUR CETTE PERIODE, SOIT 3.750 MIO ECUS VALEUR 1982.  
- LES DELEGATIONS ALLEMANDE ET BRITANNIQUE ONT RESERVE LEUR POSITION EN LIAISON AVEC LE FINANCEMENT FUTUR).

LES AUTRES QUESTIONS, DONT LE PROGRAMME CCR POUR 1984/87, ET LE PROGRAMME D'ACTION POUR L ENERGIE NON NUCLEAIRE, SERONT REPRISES A LA SESSION DU 13 DECEMBRE.

#### 2.4. INFORMELLE 'SECURITE SOCIALE' (7 NOVEMBRE)

-----

LES MINISTRES RESPONSABLES POUR LA SECURITE SOCIALE SE SONT REUNIS POUR LA PREMIERE FOIS AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE POUR TENIR UNE DISCUSSION LARGE ET GENERALE DES PROBLEMES, NOTAMMENT FINANCIERS, AUXQUELS FONT FACE LES SYSTEMES DE SECURITE SOCIALE DANS UNE PERIODE DE STAGNATION ECONOMIQUE. LA BASE DE LA DISCUSSION ETAIT LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION DU 17.12.1982.

UN CONSENSUS S EST DEGAGE CONCERNANT L'UTILITE D'UN ECHANGE D'IDEES ET D'EXPERIENCES SUR CES PROBLEMES QUI SONT COMMUNS A TOUS LES PAYS MEMBRES, NOTAMMENT :  
- CONTROLE DE LA CROISSANCE DES DEPENSES

- METHODES DE FINANCEMENT  
- ELIMINATION DES ABUS ET FRAUDES

IL A ETE CONVENU DE POURSUIVRE CET ECHANGE A PLUSIEURS NIVEAUX, Y COMPRIS, EVENTUELLEMENT, LE NIVEAU MINISTERIEL, SUR BASE D'UNE DOCUMENTATION PLUS APPROFONDIE SUR QUELQUES THEMES PRINCIPAUX, A FOURNIR PAR LA COMMISSION.

#### 3. ELARGISSEMENT

-----

##### 3.1. ESPAGNE - PRETS BEI

-----

LA BEI A ACCORDE UN PRET DE 15 MIO ECUS POUR DES INVESTISSEMENTS DE PETITE ET MOYENNE DIMENSION DANS L'INDUSTRIE ET LES SERVICES ANNEXES DES REGIONS MOINS DEVELOPPEES D'ESPAGNE. CE CONCOURS EST LE PREMIER CONSENTI DANS LE CADRE DE LA POURSUITE DE LA COOPERATION FINANCIERE PRE-ADHESION DECIDEE EN AOUT DERNIER.

#### 4. RELATIONS EXTERIEURES

##### 4.1. PROCHE-ORIENT

DANS LE CADRE DE LA COOPERATION POLITIQUE LES DIX ONT RENDU PUBLIC, LE 9 NOVEMBRE, A ATHENES, LA DECLARATION SUIVANTE AU SUJET DES EVENEMENTS AU NORD LIBAN :

'' LES DIX SONT PROFONDEMENT PREOCCUPES PAR LES COMBATS QUI SE DEROULENT A L HEURE ACTUELLE AU NORD LIBAN ET QUI ENTRAINENT DES SOUFFRANCES INTOLERABLES ET DES PERTES IMPORTANTES EN VIES HUMAINES, NOTAMMENT PARMIS LES POPULATIONS CIVILES DE LA REGION, TANT PALESTINIENNES QUE LIBANAISES.

LES DIX, QUI ONT MANIFESTE A MAINTES REPRISES LEUR OPPOSITION A L EMPLOI OU A LA MENACE D EMPLOI DE LA FORCE AU PROCHE-ORIENT, LANCENT UN APPEL A TOUTES LES PARTIES CONCERNEES POUR UN ARRET IMMEDIAT DES COMBATS ET POUR QUE LA RAISON ET LA MODERATION PREVALENT.

CETTE RECRUESCENCE DE LA VIOLENCE REND, S'IL EN ETAIT BESOIN, PLUS QUE JAMAIS NECESSAIRE LA RECHERCHE RAPIDE D UNE SOLUTION NEGOCIEE DES PROBLEMES DE LA REGION, CONFORMEMENT AUX PRINCIPES QUE LES DIX ONT ENONCES DANS LA DECLARATION DU CONSEIL EUROPEEN DU 29 JUIN 1982 ET DANS LES DECLARATIONS SUIVANTES. EN PARTICULIER, L'AUTODETERMINATION POUR LE PEUPLE PALESTINIEN, AVEC TOUT CE QUE CELA IMPLIQUE, RESTE UNE QUESTION FONDAMENTALE QUI DOIT ETRE ABORDEE DANS LE CONTEXTE D'UNE SOLUTION GLOBALE, JUSTE ET DURABLE DU CONFLIT''.

##### 4.2. TURQUIE - ELECTIONS

LE PORTE-PAROLE A FAIT ETAT DE LA REACTION SUIVANTE DES ''MILIEUX PROCHES DE LA COMMISSION'' :

'' LES ELECTIONS TURQUES DOIVENT ETRE CONSIDEREES COMME UN ELEMENT POSITIF, MEME S'IL RESTE BEAUCOUP A FAIRE POUR ABOUTIR A UNE VERITABLE DEMOCRATIE EN TURQUIE''.

'' IL FAUT ESPERER QUE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ET LE PARLEMENT NOUVELLEMENT ELUS SERONT EN MESURE D'AVANCER REELLEMENT ET RAPIDEMENT VERS LA REINTRODUCTION EN TURQUIE DE TOUTES LES LIBERTES DEMOCRATIQUES AINSI QUE DU PLEIN RESPECT DES DROITS DE L'HOMME. C'EST A LA LUMIERE DE PROGRES DANS CETTE DIRECTION QUE LA COMMUNAUTE POURRAIT ENVISAGER UNE REVITALISATION DE SES RELATIONS AVEC LA TURQUIE''.

'' LA COMMISSION, EN ATTENDANT QUE SE PRECISE LA SITUATION, N A PAS ENCORE PRIS DE DECISION AU SUJET DU PROJET DE 4EME PROTOCOLE FINANCIER CEE/TURQUIE (600 M.ECU), GELE DEPUIS LA FIN DE 1981, COMPTE TENU DE LA SITUATION POLITIQUE EN TURQUIE''.

(LA COMMISSION DEVRAIT EVOQUER LA SEMAINE PROCHAINE LE VOLET SOCIAL DES RELATIONS AVEC LA TURQUIE DANS LE CADRE DE L'ASSOCIATION).

##### 4.3. SYRIE

EN REPOSE A DES QUESTIONS SUR UN PRETENDU BLOCAGE DU CO-FINANCEMENT D'UN PROJET D'AUTOROUTE, LE PORTE-PAROLE A ETE AMENE A FAIRE LA DECLARATION SUIVANTE : '' DANS LE CADRE DES ACCORDS DE COOPERATION SIGNES EN JANVIER 1977 AVEC LA SYRIE, LA COMMISSION A TRANSMIS, POUR AVIS, AUX ETATS MEMBRES, UN PROJET DE CO-FINANCEMENT CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UNE AUTOROUTE EN SYRIE.

6  
SELON CE PROJET, LE FINANCEMENT SERAIT ASSURE POUR UN PEU PLUS DE 10 O/D DU COUT TOTAL, PAR UN PRET A CONDITIONS NORMALES DE LA BEI, BENEFICIANT D'UNE BONIFICATION D'INTERETS SUR LES CREDITS NON REMBOURSABLES DU PREMIER PROTOCOLE FINANCIER DE 1978. LE PROJET EST ACTUELLEMENT A L'EXAMEN PAR LES ETATS MEMBRES''.

#### 4.4. GRENADA

-----

LORS DE LA REUNION DU COREPER DU 7 NOVEMBRE, LE REPRESENTANT DE LA COMMISSION A RAPPELE QUE M. PISANI SUIT DE TRES PRES L'EVOLUTION DE LA SITUATION A GRENADA. IL A RAPPELE QUE LA SUSPENSION TECHNIQUE DE L'AIDE SE POURSUIT ET A INDIQUE QUE L'AIDE SERAIT REPRISE DES QUE LA COMMISSION POURRAIT S'ADRESSER A DES AUTORITES RESPONSABLES.

EN OUTRE, TOUTE DEMANDE EVENTUELLE D'AIDE D'URGENCE SERAIT EXAMINEE ATTENTIVEMENT.

#### 4.5. USA/CEE : ACIERS SPECIAUX

-----

APRES LES DERNIERES CONSULTATIONS FORMELLES A GENEVE ENTRE LES USA ET LA COMMUNAUTE (26 OCTOBRE) ET AVANT CELLES QUI AURONT LIEU A LA MI-NOVEMBRE, DES CONSULTATIONS INFORMELLES SE SONT DEROULEES CES DERNIERS JOURS A DIVERS NIVEAUX.

DES PROGRES ONT PU ETRE ENREGISTRES, SURTOUT SUR LE VOLET QUOTA, MAIS D'IMPORTANTES QUESTIONS RESTENT A RESOUDRE, AUSSI DANS D'AUTRES DOMAINES.

#### 4.6. CHINE

-----

LORS DE SA VISITE OFFICIELLE EN CHINE (DU 1ER AU 6 NOVEMBRE), LE PRESIDENT THORN A EU DES ENTRETIENS AVEC M. ZHAO ZIYANG, PREMIER MINISTRE, M. DENG XIAOPING, PRESIDENT DE LA COMMISSION CENTRALE DES CONSEILLERS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS ET LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, ET DES RELATIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES AVEC L'ETRANGER.

CES CONVERSATIONS ONT PORTE SUR LE DEVELOPPEMENT INTERNE DE LA CHINE ET LES PERSPECTIVES DES RELATIONS BILATERALES AVEC LA COMMUNAUTE AINSI QUE SUR LES GRANDS THEMES DES RELATIONS INTERNATIONALES, NOTAMMENT LES RELATIONS AVEC L'URSS ET LES ETATS-UNIS, LES PROBLEMES NORD-SUD, LES EUROMISSILES ET LE DESARMEMENT ET LES PROBLEMES DE LA ''REUNIFICATION DE LA CHINE'' (HONGKONG ET TAIWAN). LE PRESIDENT THORN A RETENU DE CES ECHANGES DE VUES L'IMPRESSION GENERALE D'UNE TRES GRANDE DISPONIBILITE DE LA CHINE A UNE COOPERATION APPROFONDIE ET DURABLE AVEC L'EUROPE.

LA CINQUIEME REUNION DE LA COMMISSION MIXTE CEE/CHINE SE TIENT EN CE MOMENT A BEIJING. COMME A L'ACCOUTUMEE, ELLE PASSERA EN REVUE L'EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX ET LA SITUATION ECONOMIQUE DES DEUX PARTIES. LA COMMUNAUTE PROPOSERA SANS DOUTE DE RENOUVELER L'ACCORD COMMERCIAL CEE-CHINE POUR UNE PERIODE D'UN AN, CONFORMEMENT A L'ARTICLE 11 DE L'ACCORD.

LE 4 NOVEMBRE, LE CONSEIL A FORMELLEMENT MARQUE SON ACCORD SUR L'OCTROI D'UNE AIDE DE 6 MIO. ECUS A LA CHINE (NOTRE PRECEDENT TELEX) EN PRECISANT QU'IL S'AGIT D'UNE ALLOCATION EXCEPTIONNELLE

-----  
SUR LE BUDGET 1983, NS PREJUDICE DE DECISIONS TURES SUR L'AI-  
DE COMMUNAUTAIRE A LA CHINE. L'INCLUSION DE LA CHINE SUR LA LIS-  
TE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT NON ASSOCIES N A FAIT L OBJET D'AU-  
CUNE DECISION.

-----  
**4.7. ACP-CEE : COOPERATION MINIERE**  
-----

LA COMMISSION A APPROUVE UNE COMMUNICATION DRESSANT LE BILAN DES  
ACTIONS PASSES OU EN COURS, EFFECTUANT UNE ANALYSE DE LA DEPEND-  
DANCE DE LA COMMUNAUTE POUR SES APPROVISIONNEMENTS EN MATIERES  
PREMIERES MINERALES ET DES POTENTIALITES DES PAYS ACP DANS CE  
SECTEUR.

ELLE CONCLUT SUR L'OPPORTUNITE D'ENVISAGER UNE APPROCHE FONDEE  
SUR DES STRATEGIES MINIERES CONCUES DANS L INTERET MUTUEL, ASSU-  
RANT UNE MEILLEURE COHERENCE DANS LA LOCALISATION DES INVESTISSE-  
MENTS MINIERES ET DANS L'UTILISATION DES CREDITS.

CONCERNANT LES ACTIONS PASSES, CE SECTEUR A CONNU UN ESSOR RA-  
PIDE ET REMARQUABLE EN 1981. PAR CONTRE EN 1982, LES INTERVEN-  
TIONS ONT ETE PLUS MODESTES (A NOTER CEPENDANT LES DEUX PRE-  
MIERES OPERATIONS 'SYSMIN') ET LES PREMIERS MOIS EN 1983 CON-  
FIRMENT LE RALENTISSEMENT DES INVESTISSEMENTS MINIERES.

E. NOEL,  
SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B  
VIA WUI A